

**U.S. Position on the World Bank's Interim Strategy Note for Madagascar
February 21, 2012**

The United States appreciates the role the Bank Group could potentially play in improving governance and private sector opportunity and addressing poverty in Madagascar. However, the United States continues to view the *de facto* government in Madagascar as an illegitimate regime, and has serious concerns about the steady deterioration in the rule of law, as reflected, among other things, in the alarming increase in the problem of human trafficking. Moreover, there is a risk that World Bank support could be misconstrued as a signal of support to the *de facto* regime, and could allow the *de facto* leaders to divert resources away from their intended use while continuing to profit from illicit activities. For these reasons, the United States intends to oppose new World Bank financing and/or engagement in Madagascar.

The combination of chronic political instability and declining economic trends is contributing to the steady deterioration of key social and economic indicators in Madagascar, dealing a significant blow to poverty reduction efforts. The World Bank has an understandable interest in ensuring that the performance of its limited existing portfolio in Madagascar stays on track and does not degrade to an irreversible level. The United States notes the Bank's painstaking efforts to ring-fence new projects to keep funds from the *de facto* regime, and appreciates staff's candor in describing the Bank's ongoing challenges in dealing with the *de facto* regime, especially as dialogue remains constrained among the parties at the senior policy levels.

However, these factors must be measured against the actions of the illegitimate regime. Most notably, the scale and impact of human trafficking in Madagascar have reached alarming proportions, and those who victimize women and children appear to operate with impunity. These practices are not only morally abhorrent, but also have severe economic consequences. They undermine the rule of law, seriously harm the health and welfare of victims, permanently damaging their productivity, and fuel the growth of criminal gangs and instability. Yet, Madagascar has failed to address this issue, as laws are not enforced and prevention measures have been allowed to slip.

In sum, while the Bank's rationale for advancing programs that address the dire poverty in Madagascar is clear, the United States cannot support and will seek to prevent the Bank's reengagement in Madagascar until and unless there is a legitimate government in place and such government takes substantial steps to address the growing problem of human trafficking.

**Position des Etats-Unis sur la stratégie intérimaire
de la Banque Mondiale pour Madagascar
21 février 2012**

Les Etats-Unis apprécient le rôle que le Groupe de la Banque Mondiale pourrait éventuellement jouer afin d'améliorer la gouvernance, donner plus d'opportunités au secteur privé et aborder le problème de la pauvreté à Madagascar. Cependant, les Etats-Unis continuent à considérer le *gouvernement de fait* à Madagascar comme un régime illégitime, et ont de graves préoccupations sur la détérioration constant dans le domaine de l'état de droit, tel que la reflète, entre autres,

l'intensification alarmante du problème de traite de personnes. De plus, il y a un risque de voir des gens considérer par erreur l'assistance de la Banque Mondiale comme un signal de soutien au *régime de fait*, ce qui peut donner la voie aux dirigeants *de fait* de détourner des ressources loin de la fin à laquelle elles étaient destinées tout en continuant de tirer profit de certaines activités illégales. Pour ces raisons, les Etats-Unis envisagent de s'opposer à tout nouveau financement et/ou engagement de la Banque Mondiale à Madagascar.

La combinaison de l'instabilité politique chronique et des tendances économiques en déclin contribue à la détérioration constante des principaux indicateurs sociaux et économiques à Madagascar, donnant un coup dur aux efforts de réduction de la pauvreté. Il est compréhensible que la Banque Mondiale s'intéresse à garantir que l'exécution de son portefeuille existant à Madagascar, lequel est limité, reste sur la voie et ne se dégrade jusqu'à un niveau irréversible. Les Etats-Unis notent les énormes efforts de la Banque pour bien protéger les nouveaux projets afin de ne pas pouvoir de fonds au *régime de fait*, et apprécie la franchise du personnel de la Banque Mondiale en décrivant les défis constants auxquels la Banque fait face dans ses interactions avec le *régime de fait*, surtout en ce moment où le dialogue entre les parties aux plus hauts niveaux de conception de la politique demeure restreint.

Cependant, il faut que ces facteurs soient mesurés par rapport aux actes du régime illégitime. Fait le plus remarquable, l'étendue et l'impact de la traite de personnes à Madagascar ont atteint des proportions alarmantes, et ceux qui ont perpétré des crimes contre des femmes et des enfants semblent agir en toute impunité. De telles pratiques sont non seulement moralement aberrantes, mais causent en même temps de graves conséquences économiques. Elles sapent l'état de droit, constituent un risque grave à l'encontre de la santé et le bien-être des victimes, endommagent de manière permanente leur productivité, et alimentent la croissance des gangs criminels et l'instabilité. Ceci dit, Madagascar n'a pas abordé ce problème, vu que les lois ne sont pas appliquées et qu'on laisse trébucher les mesures de prévention.

Bref, bien que les raisons poussant la Banque Mondiale à favoriser des programmes abordant la pauvreté extrême à Madagascar soient claires, les Etats-Unis ne peuvent soutenir et vont tenter d'empêcher tout réengagement de la Banque Mondiale à Madagascar à moins que, ou jusqu'à ce qu'un gouvernement légitime soit en place et que ledit gouvernement prenne des mesures substantielles pour aborder le problème grandissant de la traite de personnes.